

Comment réussir la réunion de Paris sur le climat, dans un an

Le but est de parvenir à un engagement de tous les pays. Il n'est pas difficile de diminuer les émissions de CO₂ des pays développés. La difficulté est du côté des pays émergents et en développement.

Tout d'abord, mieux vaut ne pas se donner des objectifs pratiquement inaccessibles.

Contre la pauvreté et le réchauffement, de très gros besoins en énergie non émettrice de CO₂

Pour les pays émergents et en développement, le recul de la pauvreté et l'accès aux technologies modernes passent *bien avant* la réduction des émissions de CO₂. Or le développement de ces pays demandera une forte augmentation de leur consommation d'énergie.

Les pays développés eux-mêmes, après une diminution de leur consommation d'énergie permise par une meilleure efficacité, verront leurs consommations d'énergie augmenter car le progrès technique permet de produire et d'utiliser pour de nouveaux usages des formes d'énergie toujours plus « pointues » (lasers, big data, robots par exemple) produites avec des quantités considérables d'énergie primaire.

Les scénarios qui ignorent ce besoin en énergie ou le sous-estiment sont donc irréalistes ou supposent que perdurent des inégalités insupportables.

Ce n'est donc pas la quantité d'énergie consommée qu'il faut brider mais les émissions de CO₂, c'est-à-dire la différence entre ce qui est émis en brûlant du pétrole, du gaz ou du charbon et ce qui est stocké. Or les quantités de CO₂ à stocker seraient *gigantesques* et, aujourd'hui, on ne sait pas faire – on n'en connaît même pas le risque. Seule issue : le développement massif d'énergie sans CO₂.

Parmi les énergies renouvelables, l'énergie photovoltaïque a sans doute le plus bel avenir mais, quelle que soit la baisse des coûts, il n'y a pas de soleil la nuit et certains pays reçoivent peu de soleil ou n'ont pas assez de terrains disponibles. Contre la pauvreté, il est très probable que le recours au nucléaire à grande échelle soit nécessaire. Les pays qui maîtrisent la technologie nucléaire ont donc une double responsabilité : en tirer pleinement parti pour laisser de la place aux émissions de CO₂ des pays qui n'en disposent pas et transmettre leur savoir-faire non seulement technique mais aussi en matière de gestion et de contrôle pour une parfaite sûreté.

Autre priorité des pays en développement : recevoir une aide financière

Ils font valoir que le danger du réchauffement est causé en grande partie par les émissions présentes et passées des pays développés. Ils demandent une aide pour s'y adapter et pour participer à l'effort commun. Un « fonds vert » a été créé pour cela. Son financement est un enjeu majeur.

Voici deux possibilités pour doter le « fonds vert »

- Dès lors que l'humanité s'est donné une limite de consommation de pétrole, gaz et charbon, il faut une régulation par les Etats. Ce peut être au stade de la consommation. Ce peut être aussi au stade de la production ; alors, le prix montera à 180 ou 200 \$/bl : toute la « rente » générée par la limite d'émission de CO₂ serait alors perçue par les exportateurs d'énergie fossile.

La conférence de Paris sera un succès si les pays exportateurs de pétrole, gaz et charbon versent au fonds vert ce qu'ils perçoivent – déjà - de cette rente. Ce serait une réelle nouveauté tellement le silence des pays exportateurs dans les négociations internationales a été, jusqu'ici, assourdissant.

- La France pourrait déclarer qu'elle dotera chaque année le fonds vert d'une partie des dépenses qu'elle évitera en renonçant à son important programme de production d'électricité éolienne et photovoltaïque et en augmentant sa capacité de production d'électricité nucléaire au lieu de la diminuer. Comme elle dépenserait alors 20 à 30 milliards d'euros par an de moins qu'en réduisant sa capacité nucléaire, elle pourrait verser au fonds vert plusieurs milliards d'euros par an.

Comme la conférence se tient à Paris, il appartient à la France que ce soit un succès. Pour y parvenir, elle n'a qu'un atout, sa maîtrise de la technique nucléaire, une technique dont le monde entier aura besoin. En faisant valoir cet atout elle se montrerait l'alliée des pays en développement qui n'exportent pas de pétrole, de gaz ni de charbon. Dans cette négociation, en effet, ce sont à peu près nos seuls alliés. Nous en aurons besoin pour trouver un accord général qui soit un succès.

Ces idées sont développées dans *Trop de pétrole !* (Seuil, 2007), dans *Avec le nucléaire – un choix réfléchi et responsable* (Seuil 2012), dans « [la nouvelle géopolitique du CO₂](#) » (Esprit, juin 2010) et sur www.hprevot.fr